

# Les dépenses des ménages ont plus que doublé en 8 ans

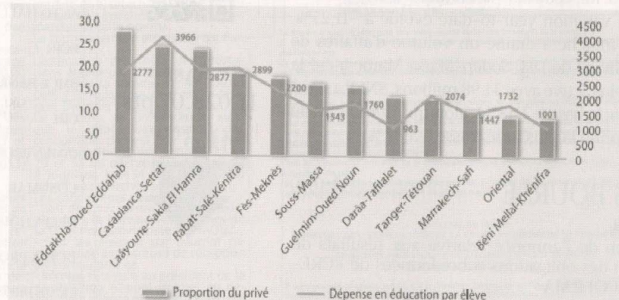
Selon le HCP, la contribution des ménages marocains au financement de l'éducation a enregistré une très nette augmentation sur la période 2006-2014, en passant de 8,9 milliards de dirhams à 19,7 milliards, soit une hausse annuelle moyenne de 12,1%.

Les Marocains consacrent un budget de plus en plus conséquent à l'éducation et à l'enseignement de leurs enfants. C'est ce qui ressort d'une note publiée vendredi dernier par le Haut Commissariat au Plan (HCP). Intitulée les «Brefs du Plan : Dépenses publiques et dépenses des ménages en éducation», ce document, qui se réfère à l'Enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages 2013-2014, révèle que l'enseignement scolaire privé attire de plus en plus de Marocains avec un taux de 16,2% en 2013-2014 contre 14,8% durant l'année 2006-2007. «Selon le niveau d'études, l'enseignement privé est plus répandu dans le préscolaire (88%), suivi de loin par le primaire (10,3%) et la formation professionnelle (10,8%), tandis qu'il ne représente qu'à peine 5% dans les autres cycles d'enseignement (collégial, secondaire et supérieur)», indique-t-on dans la note du HCP. Et d'ajouter : «L'accès à l'enseignement scolaire privé diffère selon le niveau de vie des ménages et selon également le milieu de résidence et la région où réside le ménage. C'est ainsi que le taux d'accès des élèves à l'enseignement privé ne cesse d'augmenter avec le niveau de vie. Il est de 12 fois plus élevé parmi ceux relevant des ménages les plus aisés 50,1% des dépenses, que parmi ceux relevant des ménages les plus pauvres 4% des dépenses. Selon le milieu de résidence, la part des élèves citadins fréquentant un établissement sco-

laire privé s'est élevée à 22,2% contre seulement 4,5% pour leurs homologues ruraux». Analysée par région, la part des élèves fréquentant un établissement scolaire privé dépasse la moyenne nationale (16,2%) dans les régions Dakhla-Oued Eddahab (27,7%), Casablanca-Settat (24,2%), Laâyoune-Sakia El Hamra (23,5%), Rabat-Salé-Kénitra (18,3%) et Fès-Meknès (17,3%). Les faibles taux de fréquentation d'un établissement scolaire privé sont observés dans les régions Marrakech-Safi (10,3%), l'Oriental (9,1%) et Béni Mellal-Khénifra (8,5%).

Par ailleurs, le HCP affirme que durant la période 2006-2007 et 2013-2014, le Budget de l'État alloué à l'éducation a enregistré une augmentation annuelle moyenne de 4,2% passant de 36,2 milliards de dirhams en 2006-2007 à 48,4 milliards de dirhams en 2013-2014. Quant aux dépenses totales des ménages en éducation et formation, elles ont plus que doublé passant de 8,9 milliards de dirhams à 19,7 milliards durant cette période, enregistrant ainsi une augmentation annuelle moyenne de l'ordre de 12,1%. «L'augmentation des dépenses des ménages en éducation est imputable, d'une part, à l'augmentation de l'effectif des élèves scolarisés dans le secteur privé et, d'autre part, à l'augmentation des prix dans le secteur de l'enseignement avec un rythme supérieur à l'inflation, soit une augmentation annuelle moyenne de 3,4% depuis 2007. Il en ressort que la contribution des ménages marocains au financement de l'éducation a enregistré une augmentation très importante durant la période 2007-2014, en passant de 19,7 à 28,9%», explique le HCP. «Au total, il s'avère que l'effort fourni en faveur de l'éducation correspond à peu près à 2.028 dirhams par habitant en 2013-2014. Cet effort ne repré-

Dépenses des ménages de scolarisation par personne scolarisée (DH) et taux d'accès (%) à l'enseignement privé selon la région



Source : ENCDM 2013-2014, HCP.

sentait que 1.462 dirhams en 2006-2007. Rapporté au nombre de personnes scolarisées, cet effort représente respectivement 7.998 et 6.495 dirhams, soit 29,5% et 30,9% du PIB moyen par habitant. Par rapport au PIB, la part des dépenses en éducation a enregistré une augmentation de 0,5 point de pourcentage en passant de 7% en 2006-2007 à 7,5% en 2013-2014. Cette augmentation est le résultat de l'augmentation de la contribution des ménages à l'éducation de 0,8% et de la diminution de celle de l'État de 0,3%», poursuit le HCP. En outre, le HCP souligne que les dépenses de scolarisation sont généralement plus importantes dans les régions qui affichent des taux d'accès à l'enseignement privé élevés. Il s'agit des régions de «Casablanca-Settat», «Rabat-Salé-Kénitra», «Laâyoune-Sakia Al Hamra» et «Dakhla-Oued Eddahab» qui enregistrent

respectivement une dépense annuelle par personne scolarisée de 3.899 DH, 2.899 DH, 2.877 DH et 2.777 DH et affichent un taux d'accès à l'enseignement privé de 24,2, 18,3, 23,5 et 27,7%. Selon le niveau de vie des ménages, les dépenses des ménages consacrées à la scolarisation de leurs enfants augmentent avec le niveau de vie. Elles s'élèvent à 10.539 DH par personne scolarisée pour les 10% de la population la plus aisée contre seulement 459 DH pour la population la plus pauvre, soit un rapport de plus de 23 fois. Par rapport à la moyenne nationale des dépenses de scolarisation (2.315 DH par personne scolarisée), seuls les ménages les plus aisés consacrent en moyenne plus que cette valeur moyenne. Ce qui atteste qu'il y a une forte inégalité en termes de dépenses de scolarisation. ■